



Mardi 7 septembre, journée nationale de manifestation pour

Retraite

**Oui à la retraite à 60 et 55 ans (pénibilité)
avec 37.5 annuités !**

La défense du droit à la retraite à 60 ans est un enjeu de civilisation qui pose la question du rapport de l'homme au travail, de l'exploitation, de l'appropriation privée des richesses produites par le travail par une poignée de capitalistes.

Le lot quotidien du travailleur est connu : cadences infernales, stress, conditions de travail et de carrière dégradées, licenciements, bas salaires. Le système capitaliste repose sur cet axiome qu'aucune réforme ne changera : tout pour l'actionnaire et ses dividendes !

La stratégie des grands groupes se fonde sur la destruction des conquêtes sociales du 20^{ème} siècle, afin d'assurer le profit maximum aux capitalistes.

Le projet Woerth est au service de l'aristocratie financière. En portant l'âge légal du départ en retraite à 62 ans (67 ans devenant la règle pour les pensions à taux plein), il constitue une régression sur toute la ligne, un cadeau aux riches.

Les capitalistes doivent payer leur crise et nos retraites !

Le ministre Woerth, chargé de conduire la réforme des retraites, est à l'épicentre d'un scandale qui ébranle l'ensemble de la classe dirigeante. Les ingrédients du scandale sont connus...La démission de l'épouse du ministre et le rapatriement d'une partie des comptes suisses de la milliardaire visent à échapper à l'accusation de conflit d'intérêts et à prôner un « capitalisme propre, moral ». C'est pourquoi, il est indécent et révoltant que ces gens là appellent à de nouveaux sacrifices pour les travailleurs.

Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage.

Cela fait maintenant près de 15 ans que se sont multipliées les campagnes de propagande pour la liquidation du droit à la retraite, et ce au nom d'un prétendu bon sens étayé de prétendues « méthodes scientifiques indiscutables ». En réalité, tout repose sur de grands mensonges, qu'il faut dénoncer en permanence partout. C'est ainsi qu'on nous répète que l'espérance de vie augmentant le nombre de retraités va submerger le nombre d'actifs au travail. Le rapport de 4 pour 10 aujourd'hui passerait à 7 pour 10 en 2050. Certes mais cela ne veut rien dire, car ce qui est important, c'est le rapport du nombre d'actifs salariés au nombre d'inactifs (retraites...). Aujourd'hui, il y a environ 163 inactifs pour 100 actifs et dans le pire des cas envisagés, il y aura 173 inactifs pour 100 actifs en 2050 ! Ce qui est une quasi stabilité.

Les propres prévisions des animateurs de la campagne *contre les retraites et la Sécurité sociale*, orchestrée par la Commission de Bruxelles, annoncent qu'en 2060, le « surcoût » pour toute la protection sociale du vieillissement (retraites et pensions, santé, dépendance) serait de 2,7 point du Produit Intérieur Brut (PIB) soit 0,054% par année ! Or rien que de 1980 à 2008, la part des dans le PIB a chuté de 10% ! Ce qui s'est traduit par une perte énorme de rentrée des cotisations sociales.

L'Enfer de Dante vu par ... Nostradamus

Les arguments statistiques qui étayent les spéculations en matière démographique ne tiennent pas la route. Tout d'abord, les calculs se font à partir de projections faites sur la base de chiffres d'aujourd'hui, c'est-à-dire en période de crise économique aiguë. Et donc les rapports répercutent la crise comme permanente dans son intensité pour 40 ans : même chômage, même productivité du travail. Ce type d'extrapolation révèle de l'arnaque des solutions de « sortie de crise » prônées par le gouvernement Sarkozy et le Medef, et des prévisions de Nostradamus. De plus, les projections alarmantes sur le vieillissement de la population et l'allongement indéfini de l'espérance de vie sont contredites par le fait que la France a une démographie positive. C'est la raison pour laquelle la campagne de 2010 ne reprend pas les arguments de 2003 de même qu'on reste discret sur les fonds de pension depuis qu'ils se sont effondrés dans les pays anglo-saxons à la suite de la crise financière.

Or, si beaucoup plus de gens vivaient au-delà de 80 ans (à condition que les attaques contre la protection sociale soient mises en échec) le nombre des plus de 90 ans sera limité pour des raisons naturelles.

Il est évident que nous n'avons aucune réticence à ce que l'on prélève des taxes sur les profits financiers, spéculatifs. Bien plus, nous sommes pour qu'on les confisque ! Jusque dans les années 80, il existait une parité en matière de cotisations sociales entre la part salariale et patronale. Or après trente ans, la part prise sur le salaire est de 78% et le salaire différé (sécurité sociale, retraite, etc.) ne représente plus que 12%. La première mesure à prendre, c'est de rétablir la parité et d'augmenter les salaires car **ce qui l'est à l'ordre du jour, c'est la suppression du droit à la retraite. Par conséquent, ce n'est pas réécrire la copie du projet qui doit être le mot d'ordre, mais le retrait de celui-ci.**